

Le rôle des mouvements associatifs initiés par Cheikh Abdelhamid Benbadis dans le développement de l'esprit nationaliste dans l'Algérie coloniale

BELGUECHI Mounia,

BELGUECHI Mounia, Université Les frères Mentouri, Constantine 1, (Algérie),
mounia.belguechi@umc.edu.dz

Received : 24/09/2025

Accepted : 20/11/2025

Published : 20/02/2026

Résumé — Il s'agit dans cet article de relever l'impact des mouvements associatifs initiés par Abdelhamid Benbadis, réformateur et homme de savoir algérien et leur rôle dans l'éveil à l'identité nationale et l'appartenance à une religion, une langue, une nation. L'entreprise d'éveil à la nation ne pouvant être manifestée à travers un discours direct, le penseur a employé les moyens mis à sa disposition pour façonner toute une génération à l'éveil national. Une élite, constituée de sportifs, hommes de lettres et de culture sera le pure produit de ce mouvement associatif, menant directement vers une élite consciente des défis qui leurs étaient incombés, à savoir, insuffler l'idée de la nation à travers le groupe social, uni dans la langue et l'appartenance à une même terre. On ne peut comprendre ce parcours culturel et sportif initié par Abdelhamid Benbadis sans définir le contexte socio-historique imposé par la loi sur l'indigénat, principal frein à la voix algérienne.

Mots-clés : Abdelhamid Benbadis; mouvements associatifs; identité nationale; sport ; culture

Abstract — This article examines the impact of the associative movements initiated by Abdelhamid Benbadis, an Algerian reformer and intellectual, and their role in fostering a sense of national identity and belonging to a religion, a language, and a nation. Since this awakening of national consciousness could not be achieved through direct discourse, the thinker employed the means at his disposal to shape an entire generation towards national awareness. An elite, comprised of athletes, writers, and cultural figures, emerged as a direct product of this associative movement, leading directly to an elite conscious of the challenges they faced: namely, instilling the idea of the nation within the social group, united by language and a shared homeland. One cannot understand Abdelhamid Benbadis's cultural and sporting journey without defining the socio-historical context imposed by the Indigenous Law, the primary obstacle to the Algerian voice.

Keywords: Abdelhamid benbadis; associativ movements, national identity; sport; culture.

Introduction

Le Cheikh Abdelhamid Benbadis est une personnalité incontournable du champ culturel et religieux algérien. Son œuvre, en tant qu'homme de religion et personnalité publique aura constitué un tournant dans le paysage idéologique de l'individu algérien, introduisant dans le

champ algérien, à la fois, formation religieuse et identification sociale. Un élément de ce parcours a pourtant été peu, ou pas assez abordé ; car si nous connaissons le parcours d'homme de religion et de savoir, celui d'un réformateur, d'un homme qui a su fédérer autour de lui non seulement les savants musulmans, mais aussi un nombre important de jeunes, soucieux de retrouver leur identité à travers l'approche de la langue arabe, ou l'éducation religieuse et citoyenne. Mais Benbadis n'a pas été « que » cela ; puisqu'il a participé à insuffler dans l'esprit de l'individu algérien l'identification et le sentiment d'appartenance sociale, culturelle et nationale à un pays. Evidemment que la population algérienne, soumise à un statut leur accordant le rôle de sujets de la république, ne pouvait jusque-là exprimer sa spécificité culturelle ou historique, le champ public étant largement dominé par une oppression contrôlée depuis longtemps par l'autorité coloniale française, ne permettant pas, par exemple à l'école, d'enseigner la langue arabe, ou même l'histoire du pays.

Cheikh Abdelhamid Benbadis, personnalité respectée et écoutée dans le constantinois, vivant sous le joug de la colonisation française était limité quant à son plan de former une nouvelle génération de jeunes algériens tournés vers les véritables valeurs religieuses, nationaliste et identitaires qui étaient les leurs. Benbadis, réformateur, appartenant au mouvement islahiste, aspirait effectivement à l'éveil des nouvelles générations à la culture locale et internationale, à la langue arabe, aux sciences, au savoir et à l'émancipation freinée par la présence coloniale depuis près d'un siècle. Défier les autorités de l'époque en revendiquant les droits des locaux face à une loi discriminatoire de l'indigénat limitant les droits des musulmans d'Algérie, aurait donné de bonnes raisons à l'autorité coloniale à le mettre sous silence. Il fallait donc pallier à la situation en place en la contournant avec les moyens disponibles en ce début du XXème siècle. Abdelhamid Benbadis, et nombre d'hommes autour de lui, vont être attentifs aux lois, et aux droits que les autorités coloniales vont accorder aux musulmans. Effectivement, l'année 1901, avec la loi du 1er juillet, accorde aux locaux le droit de se constituer en associations, tout en étant soumis à une surveillance stricte, par peur de se retrouver face à une revendication citoyenne.

Nous allons voir comment, en exploitant la brèche apportée par les mouvements associatifs, mêlant sport, théâtre, musique, ou encore, le scoutisme, Abdelhamid Benbadis réussira à fédérer autour de lui une bonne partie de la jeunesse de sa Cité, Constantine, initiant ainsi la jeunesse algérienne à l'éveil de la conscience identitaire et du droit citoyen.

Mais avant cela, revenons de façon brève le contexte socio-politique de l'époque. Car la colonisation de l'Algérie ne ressemble à aucune autre colonisation. Le renversement de Charles X, seulement quelques jours après la prise d'Alger plonge les nouveaux occupants du palais deylical, et du reste de l'algérie, dans une période floue qui durera des années. Car, une fois l'Algérie prise, et la monarchie déchue, le problème se pose face au butin « Algérie », comment agir face aux populations autochtones ? Faut-il élargir la conquête au reste du territoire ? Que faut-il faire des administrateurs ottomans et des archives sur place ? Sont autant de questions, auxquelles se rajoutent bien d'autres et auxquelles les militaires en place

n'ont pas de réponse. La solution sera, pour les militaires en place, une entreprise d'occupation totale et sanglante, employant tous les moyens de répression possibles et imaginaires. La population confrontée à une telle barbarie, qui s'inscrit dans l'espace et dans le temps, inhibe un laps de temps, après une lutte acharnée, toute revendication identitaire face à un occupant sans pitié.

Cela va durer jusqu'au début du XXème siècle, ou des voix commencent à se faire entendre ici et là, dessinant enfin, la présence de l'individu algérien sur les plans sociaux, culturels, religieux et langagiers.

1. Contexte historique et prise de conscience

Comme le rappelle l'historien Hosni Kitouni dans son ouvrage Histoire, mémoire et Colonisation (Kitouni. H, 2024) :

« Toute colonisation de peuplement vise à éliminer les natifs pour les remplacer par une immigration invasive. (...). Que ce processus de remplacement ait réussi (Amérique- Australie), ou échoué (Algérie- Afrique du Sud), il est potentiellement génocidaire au sens ou Raphael Lemkin¹ (Lemkin, R, 2021) a donné à ce néologisme, c'est-à-dire une entreprise globale irréductible au massacre, par laquelle le colonisateur détruit les personnes, les fondements de leur existence, s'attaque à leur patrimoine culturel, à leur économie, aux détenteurs de savoir, aux élites religieuses, aux lieux de culte, aux bibliothèques, c'est-à-dire en dernière analyse, détruit les infrastructures de vie afin de priver les communautés de leur capacité à se régénérer et à assurer leur souveraineté .» (Kitouni, H, 2024,P. 9, 10)

Ce système, érigé en loi, matérialisée par le code de l'indigénat, instauré entre 1830 et 1881, impose une réglementation discriminatoire envers les algériens, en isolant les « Indigènes » administrativement et juridiquement.

Une longue période, marquée par des abus en tous genres vont obscurcir le champ social Algérie, période suffisamment grande pour le faire oublier, en partie, leur identité ; ou du moins, l'expression de cette dernière. Pourtant, la mémoire demeure, et elle réapparaît avec le premier historien moderne de l'Algérie, comme le rappelle Hosni Kitouni (Kitouni. H,2024, P. 116), Moubarak-el-Mili, le Miluvien, publie en 1929 le premier tome de son Histoire de l'Algérie dans les temps anciens et modernes, depuis l'Antiquité, jusqu'à la conquête musulmane. Puis, avec ses second et troisième tomes, qui abordent les périodes les périodes arabo-berbères, la période Ottomane, jusqu'à la prise d'Alger en 1830, et qui voient une réaction salutaire de Abdelhamid Benbadis. Kitouni, relève la réponse de Benbadis, qui dira : « Le titre du livre aurait dû être « La vie d'AL-Djazâir » cela aurait été bien mieux. Il donne une image d'Al-Djâzair dans la langue d' « eldid » une image complète et juste, alors qu'elle était jusque-là paralysée et dispersée ici et là ». (Kitouni. H,2024, P. 116)

L'historien Hosni Kitouni souligne la réaction de Benbadis, avec cet hommage dithyrambique qui illustre jusqu'à quel point le leader du mouvement des Oulemas appréciait l'œuvre de Moubârak al Mili, une contribution salutaire pour réanimer la conscience et l'imaginaire collectifs des algériens. (Kitouni, H,2024, P. 116).

L'historien rappelle l'impact des ouvrages en langue arabe sur les érudits en général, et les élites intellectuelles en particulier, il dira :

« Ahmed Tawfik-el-Madani (1898-1983) donne à lire Le livre d'AL-Djadzâir (1932). Une même perspective historienne inscrivant l'Algérie d'avant 1830 dans la longue durée. (...).

Parce qu'ils ont écrit en arabe, valorisant la culture et l'origine ethno-religieuse de leur communauté, les œuvres Islahistes offrent aux enseignants et aux élèves de leurs réseaux d'écoles des instruments de savoir embrassant toutes les périodes de l'histoire qui ne cache pas son ambition de donner sens à l'identité nationale fondée sur les liens entre territoire, appartenance ethno-religieuse et mémoire. » (Kitouni,2024, P.116).

Une altérité se dresse pourtant face à l'individu algérien, une altérité matérialisée par une occupation administrative, militaire et de population. Cette présence est tellement impactante, que l'éveil ne peut, et ne doit toucher qu'une infime partie de la population. Cela suffit pour que ses élites prennent le relais, en ayant pour ambitions de diffuser, avec le plus d'impact possible, l'idée d'une nation riche culturellement, religieusement et unie par la terre qui la contient et la langue qui les unit.

Dans une société privée du simple droit de parole, mais consciente du besoin de l'acquérir, des options se présentent pour imposer la présence « physique » de l'individu algérien. Une alternative au champ culturel, jusque-là impossible, comme tremplin adopté par certains sportifs algériens pour exister et performer sur le terrain de jeux de l'opresseur.

2. Les premiers sportifs locaux

Dès le début du siècle, à savoir, 1906, les pratiques sportives telles que la gymnastique, l'escrime, les jeux militaires ou le cyclisme permettent à quelques Constantinois musulmans de se faire connaître. Dans un article intitulé « Constantine, fait colonial et pionniers musulmans du sport »², rédigé par le professeur Djamel Boulebier, dans la revue Insaniyat, l'auteur dresse un état des lieux du mouvement sportif, ainsi que du mouvement associatif autour de certaines disciplines autorisées de pratique aux locaux. Les musulmans, cantonnés dans une Cité exiguë, et entourés par la ville européenne, plus moderne et ouverte sur l'extérieur, n'étaient évidemment pas autorisés à toutes les pratiques sportives et sociales, nonobstant, certains sports, comme la course de fond, qui demandait de l'endurance, permettra à quelques algériens de courir avec les européens. Quelques noms de sportifs musulmans ressortent, à l'instar de Bensouiki, le Dr Morsly dans un club d'escrime ou encore un certain Cherif au sein du Touring club cycliste de Constantine. Evidemment, par leurs prouesses sportives, ces algériens allaient acquérir une petite renommée leur permettant

d'asseoir un certain positionnement social et une certaine reconnaissance dans le milieu colonial. Cela n'était pas encore de l'intégration, mais ça y ressemblait.

Abdelhamid Benbadis, de son côté, dans son projet d'émancipation, était confronté à un autre problème, à savoir les lieux de socialisation destinés aux locaux, car hormis les Mosquées, les Zaouias ou les Cafés, peu de lieux étaient propices aux réunions ou à la socialisation.

La loi sur l'indigénat, imposant un système répressif et restrictif permettait à l'administration coloniale toutes les libertés face aux « Indigènes », avec des pratiques telles que l'emprisonnement arbitraire ou la confiscation des biens, l'algérien ne pouvait se permettre d'émettre la moindre objection, sans risquer de tomber sous le coup de cette loi scélérate. Et cela n'excluait pas les élites religieuses ou culturelles. Il faut savoir, qu'une association telle que celle des Oulémas musulmans était soumise à une législation très stricte où les autorités coloniales étaient au fait de tout ce qui pouvait y être prononcé, ainsi, ils avaient le contrôle sur les besoins exprimés par les locaux. Il fallait donc pour Benbadis et ses hommes, trouver des alternatives pour contourner cette surveillance constante, user d'intelligence, de ruse pour parvenir à leurs objectifs.

3. Naissance du mouvement associatif à Constantine

Les choses allaient changer avec l'apparition des mouvements associatifs. Bien évidemment, il faudra beaucoup de temps pour que les indigènes y aient accès, à cause de cette loi de l'indigénat, plaçant le citoyen algérien dans une position inférieure par rapport au citoyen français. Cette loi, avant 1901, n'autorisait pas les musulmans à se réunir en dehors des cérémonies religieuses ou des cercles familiaux et ce afin d'avoir le contrôle sur ce qui pouvait y être dit, et empêcher les réunions à visées politique. En effet, permettre aux algériens de se réunir pouvait créer un éveil des consciences, donner de la voix aux colonisés, c'est aussi leur permettre d'identifier leurs besoins et de les revendiquer. Le contexte de l'époque allait pourtant avoir quelques failles que les algériens allaient pouvoir exploiter.

L'administration française, avait entre autres promulgué un décret le 25 mars 1901 limitant le nombre de cafés maures dans la ville, prétextant que ces lieux constituaient des lieux de débauche le soir venu. En réalité, les autorités coloniales voyaient d'un mauvais œil que les musulmans puissent se réunir et débattre de sujets sociaux ou politiques en dehors de toute surveillance policière.

C'est dans ce décor socio-politico-culturel que naît, en 1908, la première association culturelle constantinoise, le Cercle Saleh Bey. Voici ce qu'en dit le professeur Boulebier, qui décrit cette association :

« A l'initiative d'un groupe de notables de la ville, dont Bensouiki Mustapha, élu municipal, Benmouhoub, muphti et professeur à la Medersa, Benlaâbed, professeur d'arabe à la Medersa, et le conseiller aux Affaires indigènes de la préfecture de Constantine, Arripe, se constitua en mai 1908 Le Cercle Salah Bey. Cette initiative présentée comme une œuvre de redressement, de bienfaisance, « une société d'études littéraires et scientifiques », mais aussi

- et on a souvent tendance à l'oublier dans les analyses et les caractérisations des élites musulmanes laïcisantes du début du XX^e siècle - une occasion de revalorisation de la langue arabe. » (Boulebier Djamel, 2007, *Insaniyet*, P.23)

Abdelhamid Benbadis saura vite exploiter cette ouverture ; à l'instar de ses concitoyens, il va se constituer en associations, et même, en différentes associations. L'idée est donc de constituer, avec l'aide de plusieurs de ses amis, différents mouvements associatifs, à vocation religieuse, avec l'Association des Oulémas musulmans, mais aussi sportive, et je pense surtout au M.O.C (Mouloudiya Olympique de Constantine), mais aussi à vocation culturelle et musicale, avec l'association Chabab El Fenn, car il faut savoir qu'en ce début du XX^e siècle, il y a une véritable effervescence culturelle de la part de la jeunesse algérienne, avide de savoir et en quête de ses racines. Pensons notamment au théâtre, avec une jeunesse qui maîtrise les codes sociaux et artistiques français et qui vont vouloir les exploiter dans un objectif tout autre ; celui d'asseoir l'identité algérienne par le biais de ces structures purement européennes, tels que le théâtre municipal.

Ces hommes, bien conscients de la marginalisation dans laquelle ils se trouvaient en tant que musulmans exploitent le filon associatif pour véhiculer la pensée et le mode de vie algériens, un moyen intelligent de faire comprendre aux algériens musulmans que leur identité culturelle mérite d'être racontée, sur une scène de théâtre par exemple. Faut-il rappeler que depuis le début de la colonisation, et jusqu'au début du vingtième siècle, toute revendication identitaire algérienne était proscrite et sévèrement réprimandée par l'autorité coloniale.

Abdelhamid Benbadis avait su s'entourer d'hommes de confiance, qui, profitant du peu de liberté qui allait leur être accordé dans certains secteurs, surent exploiter les mouvements associatifs pour créer des niches ici et là, afin de relancer la vie sociale des algériens, qui ne devaient plus s'effacer devant la présence française.

Citons ici quelques noms, dont l'un m'est particulièrement cher, il s'agit de Ssi Khelil Belguechi, dit Zouaoui, rédacteur en chef et créateur avec Abdelhamid Benbadis, Ahmed Bouchemal et Ismail Sahraoui de l'Imprimerie Algérienne Musulmane en 1925, chargée de véhiculer et de médiatiser la pensée arabo-musulmane qui, jusque-là, n'était représentée que par des journaux français. Conscients de l'importance des médias écrits, Benbadis, à travers cette imprimerie obtient un accès large et direct au public de lecteurs arabophones, auxquels il transmet sa pensée, mais aussi ses projets réformateurs. Il était évident qu'il fallait s'entourer d'une équipe solide, pouvant faire face à l'adversaire colonial qui voyait d'un mauvais œil la diffusion massive des idées religieuses et identitaires des algériens.

4. Locaux et financements

Mais il fallait aussi équiper cette imprimerie, et en assurer le fonctionnement, avec un personnel disponible constamment. Pour ce, il fallait évidemment un financement. L'imprimerie allait fonctionner tel un système de contre-pouvoir qui s'oppose à d'autres journaux algériens, de la même époque, mais s'adressant un public français, comme le journal

La Dépêche de Constantine, ou encore *l'Avenir de l'Est*. Par conséquent, ce financement ne peut, et ne doit provenir d'autres sources, que des habitants de la Cité. Cette autonomie, n'est toutefois pas propre à la ville de Constantine, puisque Augustin Jomier, dans *Islam, réforme et colonisation. Une histoire de l'ibadisme en Algérie (1882-1962)* (Jomier, A. 2020), aborde l'idée d'une relation dialectique posée entre les Oulémas algériens et les autorités coloniales « établissant avec eux des liens de négociation et de transaction dans les domaines qui leur sont réservés. »³ (Jomier, 2020, P.02).

À Constantine, et avec le projet de réforme pensé par Benbadis, la simple idée de compter sur un financement colonial ne pouvait qu'altérer l'objectif visé, créer une identité orientée sur la particularité nationalo-musulmane. Le statut juridique de l'imprimerie Musulmane algérienne ne demanderait donc pas de financement aux autorités. Revenons pour expliquer cette indépendance financière musulmane à Augustin Jomier qui décrit le fonctionnement d'une population musulmane lorsqu'il s'agit de financements de biens communs, dans le cas de Jomier, il s'agit des populations de la vallée du M'zab. Pour ce dernier, les grands commerçants et les puissants de la cité assurent le soutien financier des Oulémas réformistes de la Vallée du M'Zab (2020, P. 242).

Dans ce contexte qui annonce une certaine indépendance financière vis-à-vis de l'administration coloniale, Abdelmadjid Merdaci, dans son article paru en 2007 sur la revue *Insaniyyat* intitulé « *Djam'iyat ettarbiya oua etta'lim* » (1930-1957). *Au carrefour des enjeux identitaires* ». (Revue *Insaniyyat*, 2007), rapporte le complément suivant à propos du financement d'une unième association créée par Benbadis:

« Le 28 octobre 1930 est déclarée, auprès des services de la préfecture de Constantine, une association s'assignant pour objet « L'éducation et l'instruction professionnelle des enfants musulmans ». Cette déclaration est enregistrée au nom de « Benbadis Abdelhamid, professeur libre ». Les statuts précisent en ces termes les buts poursuivis : « répandre l'instruction arabe et française ainsi que l'apprentissage professionnel parmi les filles et les garçons musulmans » et stipulent que les caisses de l'association « sont alimentées par les cotisations des membres, les dons des personnes bienfaitrices, les subventions administratives, les prix des cours versés par les élèves en état de le faire ». (Augustin Jomier, 2007, P 97)

Les commerçants, les notables, les personnalités de la ville allaient ainsi prendre en charge le financement de l'Imprimerie Musulmane algérienne, à commencer par les locaux, situés à Errabiine Cherif, actuellement, au 33 Rue Benbadis, les trois associés, qui allaient soutenir le Cheikh dans ce projet, issus de familles aisées, sont soutenus financièrement et discrètement par leurs familles respectives.

Dans un document inédit, rédigé par monsieur Belguechi Abdelkader, cousin de Belguechi Khelil, et de Benbadis, nous pouvons lire les informations suivante quant à l'acquisition du local et du matériel d'imprimerie qui garnira les lieux jusqu'à la date de la cessation d'activité de *l'Imprimerie Algérienne Musulmane*, à savoir le 16 avril 1969, « date à laquelle le bail de

gérance libre fut consenti à monsieur Djeziri Abderrahmane, imprimeur » (Belguechi Abdelkader, 1972, documents privés)

C'est ainsi qu'est annoncée l'acquisition du matériel d'imprimerie :

« **Situation du local** : rue Benbadis N°33

Propriétaires des murs : les frères héritiers Beldjelloul

Propriétaires du fonds de commerce : M. Belguechi Khelil, dit Zouaoui

Les héritiers Bouchemal ahmed, Chahid

MM. Belguechi Kheli, dit Zouaoui et M. Bouchemal Ahmed, ont créé le fonds de commerce d'imprimerie en 1925 (Registre de commerce N° 250 et ont acquis le matériel d'imprimerie qui garnissait et garnit encore le local et dont une partie a été renouvelée, auprès de Mme Saba Marie-louise Vve Hilker Elisée, assistée de M. Benos Paul, liquidateur judiciaire par acte en date du 16/04/1925 passé par-devant Maître Rialland Notaire à Constantine.

Ce fonds de commerce a été exploité par les intéressés jusqu'au 16/14/1969 date à laquelle, un bail de gérance libre fut consenti à ... »

Le projet d'Abdelhamid Benbadis est ainsi propulsé de façon collective, grâce au soutien sans faille de la population locale. Mais, le Cheikh ne se cantonne pas qu'au volet religieux ou journalistique, il ouvre la voie à d'autres secteurs, jusque-là, réservés à une élite européenne. Revenons par exemple à Ssi Zouaoui, Belguechi, qui fut le rédacteur en chef de l'imprimerie des Oulémas algériens de la revue du Cheikh Benbadis, était aussi membre actif dans plusieurs associations culturelles, comme *Chebab El fenn*, ou encore sportive, puisqu'il a été un moment, gardien de but du MOC, Constantine, rappelons-le, club de football lancé par Cheikh Abdelhamid Benbadis . Nous avons ainsi retrouvé une fiche biographique présentée par le théâtre régional de Constantine, dont il sera un membre actif :

« Né à Constantine. Militant actif et constant des organisations associatives. Il figure parmi le conseil d'administration de l'association Chabab el-fenni où il assume les responsabilités de « Directeur artistique », puis « Directeur théâtral ». Membre fondateur du groupe scout musulman Erradja, il est reconduit dans ses responsabilités lors de la fusion de mars 1938 avec le groupe Essabah. Il anime, après la seconde guerre mondiale, l'association l'Etoile polaire. Membre du conseil d'administration de l'association El-Mazhaz el-fenni de 1949 à 1952. Zouaoui Belguechi fonde en avril 1925 l'Imprimerie musulmane algérienne avec le concours de : Abdelhamid Benbadis, Ahmed Bouchemal et Smaïn Sahraoui. Sise à la rue Alexis Lambert, elle a constitué un espace privilégié pour l'expression d'une culture algérienne autonome. » (Bibliographie, théâtre régional de Constantine)

Nous pouvons voir que cet homme, à l'instar de Ssi Mohamed Bentchaker, Abderrahmene Bencharif, Rachid Kssentini ou encore Ssi Ahmed Redha Houhou, que je ne présente pas ici, puisqu'en quittant le cercle culturel constantinois, il rejoint le combat armé dès 1954 ou il est tombé en martyr à Constantine en 1956.

Ces personnalités, et bien d'autres, faisant partie de l'entourage proche de Benbadis, ne sont pas seulement des hommes de théâtre, des acteurs ou des acteurs culturels, mais des hommes valeureux, qui se sont engagés corps et âme dans la réappropriation de l'identité algérienne. Une autre association liée à Benbadis mérite d'être citée, je pense notamment à l'association des scouts musulmans de Constantine, fondée en 1932, dont si Brahim Amouchi décrit la naissance avec beaucoup de détails dans sa biographie. Parrainée par Abdelhamid Benbadis, qui encourageait toutes les initiatives visant aux regroupements des algériens musulmans, cette association vise à atteindre pour la première fois de jeunes enfants. Car le scoutisme, qui existe en Algérie est apprécié pour les valeurs collectives qu'il inculque aux jeunes générations, qui, riches de leur bagage, constitueront les adultes de demain ; mais le scoutisme dans les années 1930 est exclusif, puisque les arabes sont exclus d'emblée. De plus, le scoutisme des années 30 véhicule des idées d'appartenance au groupe social-chrétien et français, les valeurs enseignées sont des valeurs coloniales, et la religion est fortement présente dans le groupe, ce qui exclut d'avance toute tentative « indigène » d'intégration. Le principe du scoutisme était intéressant, dans le sens où il s'agresse à de jeunes individus, le principe même d'éduquer des enfants dans les valeurs de la société d'appartenance va motiver plusieurs personnalités de la ville de Constantine, de fidèles proches du Cheikh et de ses idées, à entreprendre la création d'une association de scouts musulmans. Mais c'était sans compter sur la volonté de la préfecture coloniale de Constantine qui refusera d'accorder au groupe le statut d'association. Le groupe que je vais citer avait appris à contourner les interdits, et l'association fut lancée sous forme de société sportive et allait bousculer l'ordre en faisant son entrée de manière théâtrale dans les rues de Constantine. Une manière pour ces représentants sociaux d'affirmer une volonté certaine, celle que le pouvoir colonial ne pouvait plus avoir le contrôle total sur la volonté du peuple à diffuser ses valeurs identitaires. Citons ce passage riche en détermination de Ssi Brahim Amouchi racontant cette journée : « Effectivement, le scoutisme musulman fut lancé seulement sous forme de société sportive (...). Au mois d'avril 1932, une assemblée générale eue lieu à la mairie. J'ai fait procéder à l'élection du bureau, et le camarade Bellattar M'hamed fut désigné comme président. J'occupais le poste de vice-président. Il y eut plusieurs membres assesseurs, un secrétaire, un secrétaire adjoint, un directeur sportif... Au préalable, j'avais préparé un fanion avec un croissant vert, il était de couleur blanche. Pour moi, c'était la couleur qu'il fallait pour une société musulmane. Nous avons habillé le jeune Kaddour Belguechi de la tenue qu'avait apporté Marouf Ali (...). Tout le long du parcours, Kaddour, en tenue de scout, le fanion à la main, en tête du cortège, et toute l'assistance de l'assemblée était derrière/ au fur et à mesure que nous avançons dans la grande rue, le public se joignait à nous et fredonnait le chant patriotique que j'avais fait pour le CSC à l'époque, pour animer les déplacements. Il n'est pas nécessaire de dire ce que fit la police à ce moment-là, elle nous avait même encadrés.

Arrivée au cercle, ou se trouvait Abdelhamid Benbadis, (...) il avait les larmes aux yeux quand il parlait. Marouf Ali nous avait fait connaître le scoutisme, en parlant des groupes, de leur chef, des éclaireurs, des louveteaux, des mourchids, et il fallait traduire ces termes en notre langue, ce qui fut fait par la suite. »(Amouchi Brahim, 1991, P.12)

Conclusion

Tous ces mouvements associatifs, notamment dans l'Est constantinois, vont agir dans l'ombre afin de mener le peuple algérien vers l'éveil de la conscience et de l'identité nationale. Des groupes ici et là, que ce soit dans le domaine religieux, sportif ou culturel, évolueront par la suite en des élites armées, joignant l'action à la parole en se dirigeant vers le combat politique, puis armé, menant à l'indépendance de l'Algérie. Mais avant cela, des groupes politiques, à l'instar du MPA (Manifeste du peuple algérien), qui commencera par vouloir mettre l'autorité coloniale au pied du mur, en condamnant la colonisation et en revendiquant le droit du peuple algérien à disposer de lui-même. Je cite à titre d'exemple ce jeune scout, qui avait 12 ans en 1932, intégrer le MPA de Ferhat Abbas en 1943, puis en 1955, rejoindre les rangs de l'ALN, en tant que responsable du ravitaillement et de l'armement. Toujours dans l'ombre, à défendre les valeurs et l'identité nationaliste du peuple algérien.

Sans oublier Redha Houhou, mort au champ d'honneur ; lui qui débuta sa carrière à la tête d'une association théâtrale, à Constantine, « El Mazher constantinois », qui joua du Marcel Pagnol, du Victor Hugo et du Ruy Blas sur les planches du théâtre régional de Constantine.

Un homme de religion, comme Abdelhamid Benbadis, conscient de sa position, et lucide face à un pouvoir colonial rigide et intransigeant ; n'a pas agi seulement en tant que réformateur de la religion en Algérie, ou que fondateur de l'école où les algériens sont initiés à leur langue maternelle ; mais aussi et surtout, en tant qu'objecteur de consciences, un influenceur de son temps, employant tous les moyens qu'il trouva à sa disposition pour former les hommes et les femmes de demain. Car il donnera énormément de son temps et de son énergie à former les jeunes filles algériennes, conscient de leur rôle crucial dans l'éducation des générations futures.

La suite, nous la connaissons, la fin de l'ère coloniale va s'installer un peu partout, et les voix, jusque-là discrètes, vont crier haut et fort leurs revendications. Dommage qu'Abdelhamid Benbadis n'ait pas pu voir le fruit de son travail qui mena à novembre 1954.

Références bibliographiques

Livres, ouvrages :

. Amouchi. Brahim,(1991), Mémoires d'un éducateur de la jeunesse, Constantine, Direction des archives, Algérie.

. JOMIER. Augustin,(2020) Islam, réforme et colonisation : une histoire de l'ibadisme en Algérie (1882-1962), Éditions de la Sorbonne, Paris.

. Kitouni. Hosni,(2024), Histoire ; Mémoire et Colonisation, Editions Chihab, Alger.

. Lemkin, Raphael,(2021) The problems of Genocide, Cambridge university press, Royaume-uni.

Articles :

. Merdaci, Abdelmadjid,(juin 2007) « Djam'iyat ettarbiya oua etta'lim (1930-1957). Au carrefour des enjeux identitaires », Insaniyat n°s 35-36.

. Hannouz. Aomar,(2014), « Mémoires et patrimonialisation d'un passé anté-islamique. Moubâral Al Mili et l'ethnogénèse du peuple algérien, l'année du Maghreb, n°10.

Sitographie :

. Aomar Hanouz, (2014), Mémoires et patrimonialisation d'un passé antéislamique : Mubârak al-Mîlî et l'ethnogenèse du peuple algérien

(<https://journals.openedition.org/anneemaghreb/2050>)

. Djamel Boulebier,(2007), Constantine, fait colonial et pionniers musulmans du sport

<https://journals.openedition.org/insaniyat/3702>

. Théâtre de Constantine, Bibliographies, <https://theatredeconstantine.dz/bibliographie/>